

Présentation

Cet ouvrage rassemble des contributions s'inscrivant dans les pôles de recherche de la Division « Villes et Territoires » que sont « les questions relatives à l'environnement, aux risques naturels, à la problématique de l'eau, à la santé des populations et à l'économie », ainsi que « la réalité spatiale, démographique, sociale et économique des territoires ruraux et urbains pour une approche des modalités de fonctionnement actuel et des contraintes rencontrées »¹. Il s'inscrit également dans une perspective pluridisciplinaire, partagée au sein du CRASC aussi bien dans ses projets de recherche que dans ses manifestations scientifiques, puisqu'il mobilise les outils d'analyse de la géographie, de l'architecture, de la sociologie, de l'économie...

Nous avons regroupé ces contributions en trois chapitres traitant trois problématiques liées aux champs de l'écologie, la migration et le sport.

En premier lieu, personne ne conteste aujourd'hui l'importance de la problématique écologique. Le premier chapitre l'aborde aussi bien dans ses aspects théoriques que pratiques, notamment à travers le cas algérien. Cette problématique tire toute son acuité et son urgence si elle est focalisée sur les problèmes du développement durable, particulièrement au niveau local.

Ainsi le premier article de **Ammara Bekkouche** traite d'une question fondamentale et actuelle, celle reliant l'architecture et l'écologie dans une vision globale du développement durable. Une problématique qui n'engage pas seulement la responsabilité de l'architecte dans le cadre de son métier, mais aussi celle des autorités publiques pour intégrer la conception de l'architecture écologique dans leurs politiques publiques de gestion urbaine et d'aménagement du territoire ; ainsi que la responsabilité des enseignants universitaires d'intégrer l'écologie dans la formation de l'étudiant-architecte et la responsabilité des chercheurs de mener des recherches sur l'architecture écologique afin d'en comprendre les principes et participer à la mise en œuvre de ses applications.

De ces principes, l'auteure présente deux : le premier a trait à la promotion de la participation sociale d'autres acteurs intervenant dans la conception et la réalisation du projet architectural, dépassant ainsi la figure de l'architecte « demiurge » sans tomber pour autant dans le « paternalisme superficiel » ;

¹ Voir Arrêté interministériel du 02 septembre 2006 portant organisation interne du CRASC, in JO n° 02 du 07 janvier 2007, p. 20.

et le deuxième principe donne plus d'importance à la dimension éthique de cette conception et réalisation de ce projet architectural, surtout dans un contexte de lutte contre la pauvreté comme l'un des objectifs du développement durable (ODD) et, ici, l'appel à l'architecture traditionnelle vernaculaire est requis et largement adopté par les architectes illustres du monde et de l'Algérie.

Ammara Bekkouche présente également quelques objectifs et moyens afférents à l'architecture écologique à l'instar de la re-valorisation de l'élément végétal dans la composition architecturale, élément important mais fragile nécessitant une protection et une veille étatique et sociétale. Aussi, pour la longue durée et pour les générations futures, non seulement la nécessité d'intégrer l'approche écologique dans les politiques publiques d'urbanisme et d'aménagement du territoire, mais aussi de revoir la place de cette approche dans le cursus d'enseignement universitaire.

C'est dire que les enjeux de l'architecture écologique sont de taille, et particulièrement l'enjeu social dans un contexte de pauvreté et de précarité. L'auteure rapporte la devise de l'architecte égyptien célèbre Hassan Fathy « Construire *avec* le peuple » pour enraciner l'œuvre architectural dans son milieu culturel et environnemental à la fois ; et faire face aussi à une conception et une pratique urbanistique standardisante et endommageante. Pour l'Algérie, Ammara Bekkouche présente deux expériences non-abouties en analysant les raisons, mais aussi l'expérience réussie du *Ksar de Tafilalt* à Ghardaïa.

L'article de **Zakaria Smahi**, **Nassima Triki** et **Chahrazed Kious** aborde lui aussi un problème important pour l'Algérie, à l'instar d'autres pays, à savoir le phénomène de désertification des zones arides et semi-arides. Les auteurs focalisent leur étude sur la steppe sud-oranaise et présentent une analyse de l'impact de cette désertification sur la végétation et l'ensablement de cette région.

Pour ce faire, plusieurs techniques ont été combinées : traitement d'images satellitaire, analyse de données cartographiques et étude de séries pluviométriques de la période entre 2000 à 2011.

Parmi les principaux résultats de cette analyse est l'enregistrement d'une augmentation de la surface de végétation ainsi qu'une augmentation de l'ensablement qui a gagné une superficie de 6066 ha sur la région d'étude, soit une augmentation de 7,51 %. Selon les auteurs, l'augmentation de la végétation est due non seulement à la pluviométrie et à la période de prise des images satellitaires, qui est une période d'activité végétale optimale, mais aussi aux actions publiques entreprises dans cette région par le biais de programmes multiples de lutte contre la désertification et des programmes de développement local.

Toujours dans la problématique écologique et du développement durable dans le Sud algérien, **Sid-Ahmed Bellal, Tarik Ghodbani, Mohamed Hadeid et Ouassini Dari** abordent la question épineuse de la dégradation de l'écosystème dans la Wilaya d'Adrar. Pour les auteurs, « l'objectif principal de cet article est de décrire, d'analyser et d'évaluer l'importance des efforts publics déployés dans le domaine de la mobilisation de la ressource en eau souterraine pour le développement de l'agriculture oasienne du Sud-ouest Algérien. »

Pour ce faire, les auteurs ont d'abord répertorié les facteurs du risque qui ont pesé et qui pèsent encore sur l'écosystème oasien : des facteurs environnementaux d'abord tels l'ensablement et la salinisation des sols, mais surtout la diminution des ressources hydrauliques due au pompage et à la surexploitation des nappes afin de créer et maintenir une agriculture intensive.

A ces facteurs environnementaux s'ajoutent d'autres, sociaux, tels le changement perceptible du rapport de pouvoir entre les catégories sociales ancestrales et l'introduction des services publics de l'Etat national qui a affecté les structures sociales locales, et partant l'organisation traditionnelle agricole, notamment le système des foggaras. Mais il y a aussi d'autres facteurs liés à cette dimension sociale comme par exemple la mobilité interne, c'est-à-dire la sortie des habitants des ksours vers des habitations ayant des commodités de vie modernes tels l'eau potable, l'électricité, l'assainissement...

Ces facteurs, et autres, ont amené les auteurs à poser la question sur « l'actualité du système hydraulique multiséculaire » des foggaras ainsi que « le passage d'une agriculture traditionnelle à une agriculture moderne ». Enfin, la question se pose sur l'impact « des politiques publiques de développement territorial sur les systèmes d'irrigation ».

Pour répondre à ces questions, les auteurs ont exploité plusieurs sources de données, des données de recensements (de la population et de l'habitat et recensements agricoles) ainsi que des enquêtes de terrain. Ils se sont basés pour l'interprétation des résultats sur l'étude de cas ainsi que sur la comparaison à travers le travail cartographique, la photo-interprétation ainsi que sur des observations de terrain dans la Wilaya d'Adrar.

A l'instar de la problématique écologique, la problématique de la migration, objet du deuxième chapitre, est elle aussi très importante et très actuelle sur l'agenda international notamment. Si des questions liées à cette problématique prennent le devant médiatique et politique à l'instar de la migration clandestine (*Harga*) et la migration des compétences, d'autres questions « plus classiques » méritent d'être re-étudiées.

Ainsi **Abdelhafid Hammouche** nous propose dans le premier article de ce chapitre une approche originale des dynamiques migratoires entre le Maghreb, notamment l'Algérie, et la France par une double entrée : celle

« des processus de socialisation dans l'espace domestique en situation migratoire » et celle de « la vie sociale dans les quartiers populaires en France où vivent de nombreux immigrés ou leurs enfants ». Mais ces deux volets ne sont pas séparés comme le laisse croire leur présentation successive, au contraire, l'analyse met en exergue leur liens étroits.

Pour ce faire, l'auteur nous met d'abord dans une perspective historique tout en éclaircissant ses choix épistémologiques et méthodologiques. Ainsi, par exemple, il nous rappelle que les conditions de départs sont différentes pour les différentes catégories de migrants, qu'ils soient du « regroupement familial », des « rapatriés » ou des « harkis » ; mais aussi la diversité des conditions d'accueil, d'où l'importance d'adopter le principe méthodologique du « fait social total » de M. Mauss, et son application au fait migratoire par A. Sayad. Mais l'auteur nous invite à élargir ce principe bien « avant » l'émigration en creusant l'histoire de vie du migrant, et bien « après » l'immigration en le suivant dans son processus d'installation au pays d'accueil et même au-delà, c'est-à-dire des générations descendantes d'immigration.

C'est dans cet esprit que Abdelhafid Hammouche a mené deux enquêtes qui sont à la base de ce travail : la première, réalisée en 1992, avait comme matériaux empiriques les actes de mariages et des entretiens avec des immigrés algériens à Saint-Etienne (Loire) en prenant comme analyseurs les « vacances au bled » et la « formation du couple conjugal » ; et la deuxième enquête, toujours en cours, questionne la mémoire de la vie social d'un quartier d'habitat social en ZUP (Zone à Urbaniser en Priorité) et se fonde sur une démarche collective sous forme d'atelier. Pour cette dernière enquête, il ne s'agit pas, comme le précise l'auteur, de la mémoire « imposée » mais de la mémoire « fabriquée » par les immigrés eux-mêmes.

Ce travail de Abdelhafid Hammouche est très important à plus d'un titre, mais c'est la leçon anthropologique qui peut retenir le plus l'attention du lecteur. En effet, ce travail présente clairement comment la situation migratoire modifie le rapport à l'espace, au temps, à la parenté, à la socialisation, à la mémoire, au travail, aux loisirs, entre l'homme et la femme, entre les générations ; en somme, elle modifie les différentes dimensions de la culture au sens anthropologique du terme. Mais Abdelhafid Hammouche, ici aussi, nous met en garde car définir ainsi l'effet de la situation migratoire ne doit pas nous mener à considérer la « culture sédentaire » comme référence, matrice originelle ou paradigme premier et la « culture migratoire », c'est-à-dire issue de la situation migratoire, comme dérivée. En procédant ainsi, c'est tomber dans le péché de l'essentialisme tant décrié en anthropologie, en plus de ses conséquences fâcheuses pour les immigrés et leurs descendants en termes de ségrégation, de discrimination, de xénophobie et de racisme.

Dans le deuxième article, **Samir Djelti** traite d'un autre problème classique en sciences sociales, celui de la fiabilité des théories avancées pour l'explication des phénomènes étudiés. Appliqué au champ de l'économie de la migration internationale, l'auteur pose la question suivante : « ces théories économiques qui portent sur les causes et les conséquences de la migration internationale ne sont-elles pas biaisées par l'appartenance et les origines de leurs auteurs ? »

Pour répondre à cette question, un échantillon de ces théories a été présenté et, selon les données biographiques disponibles, l'auteur a tenté de démontrer le lien existant entre les théories exposées et les origines, sociale et géographique, des théoriciens.

Ainsi, un lien serait établi entre la théorie d'Arthur Lewis, « premier économiste à avoir théorisé la migration », et son origine « de Sainte-Lucie, dans les Iles du vent, un territoire britannique à l'époque ». Ou encore O. Stark, en introduisant la dimension familiale dans l'analyse économique de la migration avec D. E. Bloom, serait influencé dans ses théorisations par ses origines immigrées de la Pologne et l'histoire tragique de sa famille durant la Seconde guerre mondiale. Ou encore le célèbre économiste J. Bhagwati, d'origine indienne, qui est considéré comme la figure emblématique de l'école dite pessimiste en économie de la migration, celle qui montre que « (...) l'émigration des travailleurs qualifiés met (...) [le] pays [d'origine] dans la trappe de pauvreté (...) [et considère] la fuite des cerveaux comme un pillage de la main d'œuvre qualifiée des pays les plus pauvres et qu'elle les prive du développement en les empêchant de profiter de la main d'œuvre formée pour la mise en place des projets et des investissements ».

Ces cas, et autres, renforcent selon l'auteur la position d'Abdelmalek Sayad selon laquelle « nous ne devons pas attendre les explications des théoriciens originaires des pays de destination, mais qu'il faut comprendre nos propres problèmes [par nous-mêmes] ».

Toujours dans le registre théorique, **Sidi Mohammed Mohammadi** tente d'établir une typologie des cadres théoriques de recherche en sociologie du travail en Algérie et en immigration depuis les années 1960.

En effet, l'auteur a distingué quatre ensembles de recherche : des recherches mobilisant un cadre théorique marxiste classique, c'est-à-dire adoptant les concepts de la théorie marxiste sans remettre en question leur valeur heuristique ; des recherches critiquant ou du moins nuancant ce cadre marxiste ; des recherches mobilisant d'autres cadres théoriques tels la sociologie compréhensive de M. Weber ou la théorie de K. Polanyi ; et enfin des recherches se situant dans le niveau descriptif et ne se référant à aucun cadre théorique.

Cet essai de bilan est certainement limité par le nombre de travaux présentés ainsi que par les types de production scientifique (n'incluant pas les rapports de recherche et les thèses de doctorat par exemple). Néanmoins,

il peut être considéré comme une contribution afin de préparer d'autres travaux dans ce champ d'études sociologiques.

En définitive, cet essai est un rappel de la mise en garde contre «l'altération de l'identité professionnelle du sociologue» pour qu'il ne se transforme pas soit à un « enquêteur-collectionneur de données », soit à un « expert-technocrate spécialiste à la demande », d'où l'importance de la dimension théorique du métier du sociologue.

Le dernier chapitre de cet ouvrage, et contrairement aux deux problématiques précédentes, traite une problématique peu étudiée en sciences sociales en Algérie, celle du sport ; ce qui paraît paradoxal puisqu'elle est intimement liée à une catégorie sociale très importante de par son poids démographique, sociologique et politique : la jeunesse en l'occurrence. Les deux contributions proposées dans ce chapitre tentent de combler tant soit peu cette lacune.

Ainsi, et en guise de transition du chapitre sur la migration, **Tayeb Rehal** aborde le sujet des migrations des footballeurs algériens de l'Algérie vers la France ou inversement. Il part de l'hypothèse selon laquelle « ce genre de déplacement géographique (...) répond souvent aux logiques de toutes migrations, soit l'accès à une vie meilleure, que ce soit sur le plan social, économique ou culturel.»

En s'appuyant sur des recherches historiques ainsi que sur l'archive de la presse, numérique notamment, l'auteur retrace l'histoire de ces migrations dans trois périodes :

La première période est la période coloniale qui peut être subdivisée en deux phases : la première s'étalant jusqu'au 1954 et qui se caractérise par l'implantation du football en Algérie et la participation des footballeurs algériens à des clubs coloniaux ou en métropole ; et la deuxième phase, depuis le déclenchement de la guerre de libération nationale, se caractérise par la dissolution des clubs « musulmans » du fait du ralliement des footballeurs algériens aux maquis, mais surtout par la formation de l'équipe du FLN qui était un grand exploit médiatique et diplomatique pour la cause algérienne.

La deuxième période s'étale de 1962 à 2009 où elle peut être subdivisée en plusieurs phases : les années 1970 où sont appliquées des politiques socialistes dans ce qui était appelé « sport de masse » ; les années 1980 caractérisées par le « retour des footballeurs de la deuxième génération d'immigrés » ainsi que par l'affermissement d'une nouvelle presse sportive ; les années 1990 caractérisées par les effets de la crise et la situation instable en Algérie et les années 2000 où se sont ressentis les limites des législations internationales à la fois sur la carrière des footballeurs et sur les équipes nationales.

Enfin, la troisième période, depuis 2009, qui est « (...) marquée par la signature d'un décret à l'occasion du 59^{ème} congrès de la FIFA qui s'est tenu aux Bahamas [concernant le changement de nationalité des joueurs] et qui

coïncide presque dans le temps avec le lancement du professionnalisme dans le championnat de football algérien. Cette dernière période sera aussi caractérisée par une migration inverse des footballeurs du championnat de France vers le championnat algérien.»

La dernière contribution dans cet ouvrage, celle de **Zohra Abbassi**, s'insère dans la problématique générale de la condition féminine dans la société algérienne contemporaine. Elle l'aborde par l'entrée du sport féminin, particulièrement le football féminin. En postulant l'effet certain des médias sur les jeunes en leur « (...) [proposant] de nouvelles manières de penser et d'agir, (...) [susitant] des besoins et (...) [créant] de nouveaux centres d'intérêt », et que ce sont ces jeunes qui sont porteurs des besoins de changement et de modernité, l'auteure s'interroge sur leurs positions vis-à-vis du football féminin et s'ils sont réellement en faveur de ce type de sport.

Pour traiter cette problématique, une enquête par questionnaire a été menée auprès de jeunes hommes et femmes âgés de 18 à 30 ans. Dans cette contribution étaient analysées seulement les différences de réponses selon le genre, l'âge et le niveau d'instruction.

Les résultats de cette enquête étaient intéressants à plus d'un titre. Par exemple, concernant l'attrait exercé par les matches de football féminin, les réponses étaient presque équivalentes entre hommes et femmes, mais ce sont les femmes qui sont attirées le plus par ces matches.

Mais être un spectateur ne signifie pas être un supporter. L'enquête le montre clairement pour les deux sexes, mais là aussi ce sont les femmes qui supportent le plus les équipes féminines. Paradoxalement, et à l'instar des hommes interrogés, elles ne se rappellent pas de noms de championnes algériennes. Toutefois, elles ont une opinion favorable pour le football féminin comme l'exprime cette jeune mère : « Comme ça directement, je ne connais pas de nom de championne, mais je ne suis pas contre le foot... Ma fille aime le football. Je l'ai inscrite dans un club sportif pour s'entraîner et jouer au football. »

Finalement, l'enquête apporte une nuance en interrogeant l'écart entre le « monde virtuel de la télévision » et la « vie réelle » en posant la question sur « la possibilité de laisser entrer la pratique de ce sport de haut niveau dans (...) [la] famille ». Le résultat global montre que la réponse négative l'a emporté sur la réponse positive mais, selon le genre, les femmes étaient moins opposées que les hommes. Comme illustrations, une jeune femme déclare : « surtout pour une femme, c'est formidable d'être en championnat du monde ! » ; mais pour un autre jeune homme, il « préfère que ce soit les femmes qui supportent les hommes et pas l'inverse » !... ce que dit longuement sur la condition féminine et le changement social en Algérie.

Les contributions dans cet *Ouvrage de la Division* sont loin de couvrir les thématiques abordées. Néanmoins, elles présentent des données et proposent des interprétations et des pistes d'analyse qui peuvent être le point de départ pour d'autres recherches ultérieures.

Pour ce faire, nous pouvons proposer plusieurs perspectives de recherche à partir de chaque chapitre :

Dans le volet écologique, une recherche-action peut être entreprise sur l'implantation des programmes de lutte contre la désertification et de développement local et ses impacts aussi bien sur l'écosystème que sur les populations. Aussi, une autre enquête peut être menée sur les nouvelles exploitations agricoles dans la Wilaya d'Adrar ou dans d'autres Wilayas du Sud, des exploitations qui ne sont pas à vrais dire toute nouvelles puisque certaines d'entre elles ont déjà plus de trente ans d'existence.

Dans le volet sur la migration, une recherche en économie de la migration internationale est préconisée selon une des théories présentées ici, particulièrement celle de J. Bhagwati, pour évaluer les retombés économiques de la migration des compétences sur les pays d'origine en matière du développement durable. Cette recherche pourra être de type monographique, c'est-à-dire sur un seul pays, l'Algérie ; ou un ensemble de pays, le Maghreb par exemple. Aussi, et comme proposé plus haut, une recherche est envisageable selon la notion d'*habitus* de Pierre. Bourdieu appliquée au champ du travail ici en Algérie et en immigration, une recherche qui sera intéressante sur le plan comparative d'avec les travaux menés par Pierre Bourdieu dans les années 1950-1960.

Pour le volet du sport enfin, deux recherches peuvent être menées : la première sur les footballeurs algériens qui ont suivi une carrière internationale. Elle sera de type biographique retraçant le parcours de ses footballeurs du pays d'origine, l'Algérie, aux pays de destination. La deuxième recherche se focalisera sur les footballeuses ou sur une équipe féminine de football. Elle sera une contribution originale non seulement en sociologie du sport algérien, mais aussi dans le champ d'études sur la femme algérienne. Elle apportera certainement de nouveaux éléments sur la condition féminine en Algérie et sur le plan des pratiques et sur le plan des représentations.

Toutes ces recherches proposées peuvent être menées d'une façon individuelle ou en équipe de recherche. Elles nous renseigneront certainement sur les différents aspects de la société algérienne à la fois par de nouvelles données et par de nouvelles réflexions.

Sidi Mohammed MOHAMMEDI ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Directeur de Recherche, Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, 31 000, Oran, Algérie.